

Paris, 15 avril 2013

**Conférence sur le thème :
Impact du multilinguisme et de ses
conséquences bénéfiques sur la pensée
et la création intellectuelle**

**Discours de
S.E. M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie**

Seul le texte prononcé fait foi

Je me réjouis à double titre de ma présence parmi vous ce soir. D'abord, parce que comme vous l'avez évoqué, Cher Angel Gurria, nous venons de procéder à la signature d'un Protocole d'accord entre l'OCDE et l'Organisation internationale de la Francophonie.

J'en suis très fier, car je suis persuadé que nos deux organisations tireront le plus grand bénéfice de ce partenariat que légitime le partage de valeurs et d'objectifs communs. Et je ne doute pas que la complémentarité de nos interventions nous renforcera, mutuellement, dans la réalisation de nos missions au service du mieux-être des populations.

Je suis également heureux que cette première conférence qu'il nous est donné d'ouvrir, ensemble, mette à l'honneur le multilinguisme, un multilinguisme que votre Organisation s'attache à faire vivre au quotidien, avec la conviction qu'il est une source d'enrichissement et de créativité que nous avons l'impérieuse nécessité de préserver.

C'est d'ailleurs très tôt la mission que s'est assignée la Francophonie, que l'on pense, encore trop souvent, centrée sur la seule promotion de la langue française.

Il va de soi que nous avons vocation à « cultiver notre propre jardin », en renforçant la diffusion et le rayonnement de la langue qui fédère les 77 Etats et gouvernements qui ont rejoint notre Organisation parce que cette langue est, pour nous, le ciment de notre coopération multilatérale, le levier de nos concertations, le ferment de notre adhésion aux valeurs universelles.

Mais il est essentiel de comprendre, dans le même temps, que nous ne nous sommes jamais inscrits dans une vision fondée sur la concurrence entre les langues.

Ce que nous récusons, c'est l'unilinguisme qui, pour l'heure, profite à l'anglais, mais nous nous élèverions avec la même énergie si cette hégémonie linguistique devait être l'apanage du mandarin, du wolof ou même du français, parce que cette domination linguistique va à l'encontre de ce en quoi nous croyons, et de ce pour quoi nous nous battons.

Nous ne pouvons pas, d'un côté, militer en faveur de la démocratisation des relations internationales, et, de l'autre, laisser bafouer, au sein des organisations internationales, l'égalité juridique entre les Etats.

Or c'est bien ce que nous faisons en n'assurant pas, à tous, le droit fondamental de communiquer, de comprendre, de se faire comprendre et donc de défendre leurs intérêts.

En agissant ainsi, c'est à la légitimité même de ces organisations et au multilatéralisme que nous portons atteinte.

Nous ne pouvons, d'un côté, prétendre en avoir fini avec une approche paternaliste de l'aide au profit d'un partenariat d'égal à égal, et de l'autre, se priver des moyens d'instaurer un véritable dialogue.

En agissant ainsi, en ne prenant pas même la peine de s'adresser dans leur langue aux populations bénéficiaires, en ne prenant pas en compte la diversité des réalités de terrain, c'est aussi à l'efficacité de nos actions et interventions que nous portons atteinte.

Nous ne pouvons pas, d'un côté, appeler au dialogue interculturel sur la base de l'égalité de dignité de toutes les cultures, et, de l'autre, établir une hiérarchie entre les langues et les cultures.

En agissant ainsi, nous donnons argument à tous ceux qui, au motif de refuser l'occidentalisation forcée, récusent l'universalité des droits de l'Homme et qui, au nom d'une diversité culturelle instrumentalisée, parent du nom de « coutumes » la violation de ces mêmes droits.

Nous ne pouvons pas, d'un côté, prétendre répondre, ensemble, aux menaces transnationales, prétendre inventer et déployer, ensemble, des solutions originales aux défis complexes et inédits de la mondialisation, et, de l'autre, imposer, à tous, les concepts élaborés dans la langue et véhiculés par la langue de quelques-uns.

En agissant ainsi, en refusant d'envisager différentes façons de percevoir le monde, c'est à notre capacité d'innover et d'agir solidairement que nous portons atteinte.

Mais il est un autre danger plus insidieux. En cette période de crise économique et financière mondiale, en cette période d'incertitude face à l'avenir, la distance qui se creuse entre les citoyens et leurs dirigeants, perçus, à tort ou à raison, comme une élite coupée de leurs préoccupations et de leurs attentes, constitue une menace grave pour la démocratie.

Pourtant, nous n'hésitons pas à procéder, par le biais de l'unilinguisme, à l'installation d'une élite technocratique internationale qui ne prend plus même la peine de parler la langue des citoyens de ses pays respectifs, et qui vient se superposer à une élite économique internationale qui a cessé de parler la langue de ses salariés.

Est-ce la gouvernance mondiale à laquelle nous aspirons?

Face à de tels enjeux, il devient urgent de mettre en cohérence la règle, la pratique et les moyens au service d'un multilinguisme effectif.

Il devient urgent de respecter le statut des langues officielles et de travail et de tenir, tant à titre individuel que collectif, les engagements pris dans les différentes résolutions et déclarations sur le multilinguisme adoptées par l'ensemble des Etats, singulièrement à l'ONU ou à l'Union européenne.

Il devient urgent de se doter des moyens nécessaires pour assurer la traduction et l'interprétation. Le multilinguisme a certes un coût, mais on omet de dire que l'unilinguisme a un coût plus important encore pour tous ceux dont l'anglais n'est pas la langue maternelle.

Il devient urgent, par-delà les organisations internationales, que de plus en plus de langues investissent les champs de la connaissance, du savoir, de la science, de la culture, de la société de l'information, que de plus en plus de langues soient offertes à l'apprentissage des jeunes générations.

Le multilinguisme est un choix, un choix politique, un choix de société à l'échelle du monde, un choix déterminant pour notre avenir commun. Si impuissants nous sentons-nous, à titre individuel, devant l'immensité des défis à relever, nous devons nous convaincre que l'Histoire n'est pas le fruit de la fatalité, mais qu'elle est bien la somme des volontés humaines. Je vous remercie.